

1992-2011 : de Maastricht à la crise de l'euro

*Permanences et mutations
des clivages socio-politiques
sur la question européenne*

Jérôme Fourquet*

* *Directeur du département
« Opinion et stratégies
d'entreprise », Ifop*

L'aggravation de la crise de l'euro et de la dette souveraine a fait ré-émerger le débat sur la poursuite de l'intégration européenne. Quand certains évoquent la mise en place d'une gouvernance économique européenne coordonnée, un contrôle accru des budgets nationaux placés sous le signe de la règle d'or ou bien encore la création d'eurobonds, d'autres dénoncent les abandons de souveraineté, voire défendent le retour au franc. Ces derniers jours, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont même évoqué la rédaction d'un nouveau traité européen qui garantirait notamment le respect par chaque Etat de la zone euro des critères de Maastricht.

Quasiment vingt ans après, le débat rejaillit de nouveau comme il l'avait déjà fait en 2005 lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen, nous donnant ainsi le sentiment que l'histoire serait en train de bégayer. Le paysage est néanmoins aujourd'hui différent de l'époque : nos concitoyens ont désormais des euros dans leurs poches et la crise que nous connaissons est bien plus profonde qu'à l'époque, ces deux facteurs pesant lourdement sur les perceptions. Dans ce contexte, quelles sont aujourd'hui les lignes de clivage entre pro-européens et eurosceptiques ? Les catégories de population qui soutenaient le « oui » en 1992, voire en 2005, comptent-elles parmi les partisans d'une nouvelle étape dans l'intégration ? Assiste-t-on à des réaligements sociologiques ou idéologiques sur la question européenne ?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous avons comparé les résultats d'enquêtes sur les intentions de vote lors des référendums sur Maastricht en 1992 et sur le Traité constitutionnel européen (TCE) en 2005 avec ceux de sondages réalisés actuellement



1992-2011 :
de Maastricht
à la crise de l'euro

par l'Ifop. Si le contenu des textes soumis à référendum en 1992 et 2005 différaient bien évidemment, il est néanmoins intéressant de pouvoir comparer comment se positionnent les différentes catégories de la population sur ces grands débats portant sur la construction européenne à treize ans d'intervalle. Concernant l'état de l'opinion aujourd'hui sur ce sujet, nous nous sommes appuyés sur les résultats de la question suivante qui a été posée à plusieurs reprises et dont le libellé vise à résumer l'état du débat actuel (débat dont la philosophie générale s'approche de ce que l'on a connu en 1992 et 2005) : « Compte-tenu de la crise actuelle, au fond de vous-même, que souhaitez-vous :

- Une intégration européenne renforcée avec une politique économique et budgétaire unique
- Moins d'intégration européenne et des politiques économiques et budgétaires propres à chaque Etat ».

Afin de disposer de bases statistiques suffisantes, les résultats de différentes enquêtes Ifop ont été cumulés sur chaque période (septembre 1992, mai 2005 et septembre à décembre 2011) pour obtenir au final des échantillons nationaux représentatifs de 2850 personnes pour le vote au Traité de Maastricht, 2558 pour le vote sur le TCE et de 2972 individus concernant les souhaits actuels quant à davantage d'intégration européenne. Si l'on veut résumer l'information et les positionnements afin de pouvoir mesurer des évolutions dans le temps, on peut avancer l'idée que c'est bien autour de cette idée d'acceptation ou de refus d'une intégration européenne approfondie que se sont structurés ces trois débats à ces trois moments différents.

En septembre 1992, le « oui » à Maastricht l'emporte avec 51 % des voix contre 49 % de « non », ces derniers représentant les opposants à la nouvelle étape de l'intégration européenne proposée à l'époque. Treize ans plus tard, ce camp sort vainqueur avec 55 % de « non » et aujourd'hui les personnes favorables à davantage d'intégration européenne sont 47 % face à 53 % d'opposants¹. Par-delà cette modification du rapport de force global, des évolutions spécifiques et des permanences s'observent au sein des différentes catégories de la population.

1. Résultat moyen calculé sur trois sondages portant sur cette question réalisés entre septembre et décembre dernier.

1992-2011 :
de Maastricht
à la crise de l'euro

	% de « oui » à Maastricht - 1992	% de « oui » au TCE - 2005	% de « favorables » à davantage d'intégration européenne - 2011
Ensemble	51	45	47
Hommes	49	43	55
Femmes	53	47	41
18/24 ans	53	44	49
25/34 ans	51	40	45
35/49 ans	49	37	44
50/64 ans	47	48	47
65 ans et +	56	59	54

Alors que les femmes avaient voté majoritairement « oui » à Maastricht, l'adhésion à davantage d'intégration européenne a reculé parmi elles en 2005 et semble encore avoir perdu du terrain depuis. Seules 41 % des femmes seraient aujourd'hui dans le camp du « oui » contre 53 % en 1992, soit un recul de douze points. La situation est aujourd'hui à front renversé puisque le soutien à une démarche fédérale est désormais beaucoup plus fort chez les hommes (55 %) que chez les femmes (41 %) alors que ce n'était le cas ni en 1992 ni en 2005. Ce profond et puissant décrochage dans l'électorat féminin renvoie sans doute en partie à une méfiance et une déception à l'égard de la construction européenne, perçue comme en lien avec la dégradation de leurs conditions de vie. Toutes les enquêtes montrent en effet que ce sont les femmes qui ont été les plus sensibles et les plus touchées par la dégradation de leur pouvoir d'achat ces dernières années et qu'elles imputent fortement au passage à l'euro. Ce n'est ainsi pas étonnant que dans nos dernières enquêtes, 38 % des femmes se disaient favorables à un retour au franc contre 26 % des hommes². Hormis cette focalisation plus importante sur l'euro, on peut également penser que les femmes, plus fragilisées notamment en période de crise (salaires et retraites moins élevés que ceux des

2. Sondage Ifop réalisé pour Atlantico.fr du 3 au 4 novembre 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1016 personnes.



1992-2011 :
de Maastricht
à la crise de l'euro

hommes, statuts précaires et temps partiels plus répandus, familles monoparentales...), attendent davantage de protection et perçoivent la poursuite de l'intégration européenne comme une source d'inquiétudes et de difficultés supplémentaires, alors que la situation française leur semble déjà très dégradée. Cette posture expliquerait par exemple qu'elles seraient opposées à 68 % à l'augmentation de la contribution française dans le plan d'aide à la Grèce contre « seulement » 59 % des hommes³.

Le rapport à la poursuite de la construction européenne a également diversement évolué selon les classes d'âge. L'adhésion à l'intégration européenne est restée forte et stable parmi les 65 ans et plus, qui constituent sur les trois périodes la population la plus en soutien. Une grande stabilité, mais avec un niveau d'adhésion un peu plus faible, prévaut également pour la tranche d'âge qui suit, celles des 50-64 ans. Les mouvements ont en revanche été plus erratiques à la base de la pyramide des âges où se concentre l'essentiel des actifs. La victoire du « non » en 2005 résulte, rappelons-le, d'abord et avant tout de la modification du rapport des forces parmi les moins de 50 ans. Alors qu'en 2005, on l'a vu, le « oui » progressait très légèrement par rapport à Maastricht auprès des 50/64 ans et des 65 ans et plus, il recula très violemment parmi les 18/24 ans (- 9 points), les 25/34 ans (- 11 points) et les 35/49 ans (- 12 points). Le divorce constaté à l'époque dans ces tranches d'âge actives et jeunes est-il consommé ? Force est de constater que l'idée d'intégration européenne y a repris quelques couleurs (entre + 5 et + 7 points selon les classes d'âge) mais qu'elle y reste toujours minoritaire actuellement. Ce manque de soutien du monde du travail (très concentré dans les tranches des 25-49 ans) est assurément un handicap pour les tenants de l'intégration européenne et pour les gouvernants qui devront faire accepter de nouveaux efforts collectifs : 74 % des 25-34 ans et 70 % des 35-49 ans désapprouvent par exemple l'augmentation de la contribution française dans le plan d'aide à la Grèce⁴.

3. Sondage Ifop réalisé pour *Dimanche Ouest-France* du 2 au 4 novembre 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1040 personnes.

4. Sondage Ifop réalisé pour *Dimanche Ouest-France* du 2 au 4 novembre 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1040 personnes.



1992-2011 :
de Maastricht
à la crise de l'euro

Ce recul de l'idée européenne dans le monde du travail n'a pas, pour autant, touché de la même manière et à la même époque toutes les catégories socioprofessionnelles, comme le montre le tableau ci-dessous.

	% de « oui » à Maastricht - 1992	% de « oui » au TCE - 2005	% de « favorables » à davantage d'intégration européenne - 2011
Artisans / commerçants	43	47	46
Prof. libérales / cadres sup.	70	62	62
Professions intermédiaires	58	54	47
Employés	44	38	35
Ouvriers	42	26	38

Premier constat, l'opposition entre la « France d'en haut » et la « France d'en bas » qui avait marqué les esprits lors du référendum de Maastricht garde toute sa pertinence et continue de structurer très fortement le rapport à l'Europe. Cette fracture avait atteint son paroxysme en 2005 quand 62 % des cadres supérieurs et des professions libérales votèrent « oui » contre seulement 26 % des ouvriers, soit un écart de 36 points, contre 28 points en 1992 et 24 points aujourd'hui.

Second constat, la progression du « non » dans les classes moyennes, déjà enregistrée en 2005, se poursuit. Aujourd'hui, seuls 35 % des employés (- 9 points par rapport à 1992) et 47 % des professions intermédiaires (- 11 points) sont favorables à davantage d'intégration européenne, le cœur des classes moyennes, les professions intermédiaires, ayant désormais majoritairement basculé dans le camp du « non », ce qui n'était pas le cas en 2005 et ce qui est politiquement et sociologiquement assez lourd de sens.

Enfin, au bas de l'échelle sociale, les ouvriers demeurent très fortement hostiles à l'intégration européenne depuis vingt ans mais dans des proportions moindres qu'en 2005. On se souvient que, en 2005, la campagne des tenants du « non » de gauche et de droite avait rencontré un très puissant écho dans le monde ouvrier qui avait voté à 74 % pour le « non »... En l'absence d'une pareille mobilisation sur le terrain et sous l'effet d'une certaine résignation face à la complexité des enjeux, l'ampleur d'un « non »

1992-2011 :
de Maastricht
à la crise de l'euro

serait actuellement un peu moins élevée qu'en 2005 (62 %) mais toujours plus forte qu'au moment de Maastricht (58 %). De surcroît, le rejet d'une construction européenne vécue comme amplifiant les dégâts de la mondialisation (délocalisations, plans de licenciement, remise en cause du modèle social, flux migratoires non maîtrisés) ainsi que d'une monnaie synonyme de dégradation du pouvoir d'achat (45 % des ouvriers seraient favorables à un retour au franc⁵) est si prégnant parmi les ouvriers que le refus d'une nouvelle étape dans l'intégration européenne pourrait vraisemblablement s'exprimer aussi massivement qu'en 2005 dans les prochains mois si le débat prenait de l'ampleur.

A ce clivage sociologique entre cadres et milieux populaires répond une forte polarisation des attitudes vis-à-vis de l'Europe selon la sympathie partisane. Aujourd'hui, l'adhésion à une intégration européenne plus poussée est majoritaire dans les électorsats dits « centraux » alors que le refus de ce scénario est massif parmi les soutiens des partis « protestataires ».

	% de « oui » à Maastricht - 1992	% de « oui » au TCE - 2005	% de « favorables » à davantage d'intégration européenne - 2011
Extrême gauche	45	22	47
PC puis Front de Gauche	15	8	39
PS	76	43	53
Les Verts puis EE	58	46	53
UDF puis Modem	60	78	65
RPR puis UMP	30	69	57
FN	7	20	23
Sans sympathie partisane	35	29	39

Comme le montre le tableau ci-dessus, le soutien à davantage d'intégration atteint aujourd'hui, comme en 2005, son plus haut niveau auprès des sympathisants du Modem, toujours porteurs de la fibre pro-européenne héritée des démocrates-

5. Sondage Ifop réalisé pour Atlantico.fr du 3 au 4 novembre 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1016 personnes.

1992-2011 :
de Maastricht
à la crise de l'euro

chrétiens. Par rapport aux réponses des sympathisants UDF lors du référendum sur le TCE, la défense du projet européen est néanmoins aujourd'hui un peu moins forte au Modem (65 % contre 78 %), ce qui traduit peut-être une modification et une recomposition partielles de cet électorat suite à la création du Modem.

Les sympathisants UMP constituent le deuxième électorat le plus en soutien (57 %) et il est majoritairement d'accord avec la ligne défendue par Nicolas Sarkozy et les principaux responsables du parti. Pour autant, l'adhésion à davantage d'intégration s'exprime moins nettement qu'en 2005 (69 % à l'époque) comme si des interrogations ou des doutes se faisaient jour. Cette évolution récente ne remet pas en cause le spectaculaire basculement observé dans cet électorat par rapport à Maastricht. A l'époque, seuls 30 % des sympathisants RPR avaient voté « oui », la base gaulliste étant très massivement sur une ligne souverainiste défendue notamment par Philippe Séguin, Charles Pasqua et... François Fillon. On mesure le chemin parcouru depuis. Les principaux responsables du mouvement néo-gaulliste ont ensuite progressivement abandonné ces positions et accompagné la conversion de leur électorat à davantage d'intégration. La création de l'UMP, en agrégeant à la base RPR des électeurs venant d'autres sensibilités historiquement pro-européennes (DL et une partie de l'UDF), a accéléré cette mutation et, en 2005, 69 % des sympathisants de l'UMP votaient « oui » au TCE, quand les électeurs RPR avaient voté « non » dans les mêmes proportions (70 %) treize ans plus tôt. Les considérations « politiques » ont certes joué : François Mitterrand avait porté le référendum en 1992 alors qu'il fut initié par Jacques Chirac en 2005, mais l'ampleur du basculement traduit bien un *aggiornamento* profond de l'électorat de droite sur la question européenne, qui s'exprime et se confirme de nouveau aujourd'hui.

En regardant les chiffres, on peut dire que l'évolution entre Maastricht et le TCE a été exactement inverse dans l'électorat socialiste. Ce dernier vote « oui » à pas moins de 76 % en 1992 (soit seize points devant la base UDF, pourtant très pro-européenne) alors qu'il pencha majoritairement pour le « non » (57 %) en 2005. Ici aussi, le contexte politique explique en partie ce décalage. En votant « oui » en 1992, le sympathisant socialiste pouvait indiquer un soutien à François Mitterrand et en votant « non », treize ans plus tard, signifier son opposition à Jacques Chirac. Toutefois ce phénomène ne peut pas se résumer à ce seul calcul. Une très large frange de l'électorat socialiste a,



1992-2011 :
de Maastricht
à la crise de l'euro

en effet, été sensible aux thématiques développées par les tenants du « non » de gauche contre une Europe libérale. Ce basculement renvoie également aux évolutions constatées précédemment dans les classes moyennes, parmi les femmes et les tranches d'âge actives, qui constituent la base sociologique du Parti socialiste. Qu'en est-il aujourd'hui ? Les défenseurs de davantage d'intégration européenne ont regagné du terrain et, depuis les primaires, aucune personnalité socialiste de premier plan ne s'est positionnée sur le créneau du « non de gauche ». Le rapport de force s'est rééquilibré : 53 % en faveur de davantage d'intégration européenne et 47 % contre. L'électorat socialiste est donc aujourd'hui divisé, nettement moins acquis aux thèses du « non de gauche » qu'en 2005 mais le paysage idéologique et le rapport à la construction européenne y ont considérablement évolué depuis Maastricht.

En revanche, pas de tels bouleversements à la gauche du Parti socialiste comme au Front national sur cette question. Les électeurs du Parti communiste (puis désormais du Front de Gauche) et du Front national apparaissent comme les plus fidèles et constants soutiens du camp du « non ». 85 % des sympathisants communistes votèrent « non » en 1992 et pas moins de 92 % en 2005. Au Front national, pour des motivations certes en partie différentes, les chiffres parlent également d'eux-mêmes : 93 % de « non » en 1992 et 80 % lors du référendum sur le TCE. Si le refus de davantage d'intégration demeure très ancré dans ces deux électors, on constate une légère érosion puisqu'actuellement « seuls » 61 % des sympathisants du Front de Gauche et 77 % de ceux du Front national se déclarent opposés à ce scénario. On peut néanmoins penser que, à l'instar de ce que nous évoquions concernant l'électorat populaire, la montée en puissance de ce débat devrait se traduire par un raidissement de ces deux électors. Ils pourraient également être rejoints par les « sans préférence partisane » qui, comme en 1992 et 2005, sont toujours très hostiles à une option fédéraliste, et dont le poids et la décision comptent souvent lors des grandes batailles politiques et idéologiques.